

## Recherches sociographiques



François-Marie MONNET, *Le défi québécois*

Jean Hamelin

---

Volume 18, Number 3, 1977

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055766ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055766ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Hamelin, J. (1977). Review of [François-Marie MONNET, *Le défi québécois*]. *Recherches sociographiques*, 18(3), 451–454. <https://doi.org/10.7202/055766ar>

## COMPTES RENDUS

François-Marie MONNET, *Le défi québécois*, Montréal, Les Éditions Quinze, 1977, 258p.

J'ai abordé ce livre dans l'esprit d'un pensum à finir au plus tôt, question d'aider les responsables de *Recherches sociographiques* à mettre à jour leur chronique des livres parus. Je m'attendais y trouver une collection de vues superficielles sur le Québec, farcie de clichés, où l'on apprendrait beaucoup sur l'auteur et son pays, mais peu sur le Québec. C'était, je l'avoue, sous-estimer les Quinze, davantage encore l'Auteur lui-même, correspondant du journal *Le Monde* au Canada, de 1972 à 1974. Quelque chose a certes changé au Québec, pour qu'un visiteur se donne la peine, avant de livrer ses impressions, de se documenter aux meilleures sources et de réfléchir longuement sur le destin québécois.

L'Auteur a plus que du talent et du métier; il a deux dons rares de nos jours : la sérénité et la lucidité. Il a aussi le don de sympathie : il aime les Québécois et parce qu'il les aime il parle sans complaisance. À preuve ce commentaire advenant un « non » au referendum : « Le discours québécois, devant lequel on s'attendrissait comme on le fait devant les phrases interminablement répétées d'un enfant, ne sera plus perçu par le reste du monde que comme les balbutiements imbéciles de la sénescence, dont on se détourne en cachant mal son dégoût, tant on craint de se reconnaître soi-même dans cette forme avilie de l'humanité. » Mais l'Auteur a surtout un point de vue — l'homme ne vit pas que de pain mais aussi de représentations collectives — et un problème — le Québec face à la politique des grandes puissances impérialistes — qui donnent à son essai beaucoup de cohérence et de fraîcheur. L'ouvrage abonde en vues neuves qui, pour surprenantes qu'elles soient, sont révélatrices de nous-mêmes et de notre passé. Le Québec serait « la dernière grande tribu américaine qui s'apprête à remettre en question, unilatéralement s'il le faut, les traités inégaux imposés par l'homme blanc ». L'invasion américaine en 1776 donna lieu « au premier 'retrait dans l'honneur' américain et (au) premier malentendu sur le bien-intentionné des guerres de libération ». Le soutien inconditionnel des Canadiens français au parti libéral fédéral après 1911 « a cessé d'être un acte de foi dans le Canada; il est presque devenu, au contraire, un acte de sabotage, puisque l'objectif est de paralyser un gouvernement supranational dont on dépend, afin de n'avoir pas à pâtir de ses initiatives ».

Tout cela est partiel et partial, j'en conviens, mais drôlement fécond. Et passionnant. Ces yeux étrangers qui jettent sur notre passé et notre présent un regard d'anthropologue font surgir des significations possibles qu'il serait intéressant d'explorer plus à fond. Contentons-nous pour le moment de comprendre la pensée de l'Auteur.

D'abord, pourquoi ce livre sur le Québec ? Tout simplement parce que ce pays à bâtir pose aujourd'hui à la conscience anglo-américaine, dont la culture hégémonique est en train d'appauvrir l'Occident, un problème dont la solution est du plus grand intérêt pour tous les peuples : le droit à la dissidence. Les Québécois sont embarqués à leur insu dans une aventure qui dépasse leur propre destin. Comment les Québécois en sont-ils venus à poser cette question ? Quelles sont pour les Québécois les implications de la réponse que les Autres donneront à leur problème ? Quelles sont pour les Autres les implications de la réponse québécoise ? Ce sont là les préoccupations qui sous-tendent les huit chapitres de l'ouvrage.

Ceux-ci sont regroupés implicitement en deux parties. Les quatre premiers sont un survol historique dont les éléments sont empruntés aux meilleurs auteurs, mais mis en perspective de façon originale. Pour François-Marie Monnet, les Canadiens français, dont la culture est un mixte des cultures française et amérindienne, sont des assimilateurs plus que des assimilés. Ils ont perverti à leur profit des institutions importées et su utiliser les intérêts des puissances colonisatrices — l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> et les États-Unis au XX<sup>e</sup> — pour contrecarrer les visées assimilatrices des Canadiens anglais. Leurs stratégies politiques, pleines de ruses, obéissent tout au cours de leur histoire à leur instinct de survivance et à la nostalgie qui les habite d'avoir été jadis des conquérants. La conquête de 1759 a refoulé, mais non pas détruit, leur « rêve américain ».

De 1760 à 1867, l'instinct et le rêve s'incarnent dans le clergé qui n'hésite pas à prôner la collaboration avec l'Angleterre et les éléments conservateurs du Canada anglais pour assurer la survivance. Le système fédératif de 1867, dont la juridiction de chaque niveau de gouvernement est garantie et arbitrée par l'Angleterre, est le fruit de cette alliance. D'une part, les Canadiens français sont heureux de cet arrangement au sein duquel le pouvoir provincial assure la survivance du pays réel tandis que le pouvoir fédéral laisse espérer la concrétisation du rêve américain. D'autre part, l'astucieuse Angleterre y trouve aussi son compte : les Canadiens anglais auront tant à faire pour éviter la « *French Domination* » qu'ils ne songeront pas à se bâtir un pays bien à eux, hors de l'Empire. De toute évidence la Confédération est le fruit du rêve américain dont les visées coïncident avec les intérêts de la métropole.

La stratégie des Canadiens français connut quelques succès : le Manitoba que l'on crée en 1870 est une province bilingue et les « territoires » des prairies auraient pu le devenir à brève échéance, n'eut été la volte-face de la métropole qui, se sentant menacée par les pays industrialisés, entreprend à ce moment-là de rallier à l'entour du mythe de la suprématie de la race anglo-saxonne les sujets de son empire. Devenus impérialistes et racistes, les conservateurs ontariens deviennent des ennemis. Les Canadiens français n'ont d'autre choix que de s'allier aux libéraux ontariens à l'entour d'un chef, Wilfrid Laurier, et d'un programme : le respect des droits provinciaux et la création d'un État canadien indépendant de l'Empire. C'est la signification de l'élection de 1896 au cours de laquelle les Canadiens français choisissent Laurier en dépit des objurgations de l'Épiscopat. Selon les propres mots de l'Auteur, « C'est le sacrifice des intérêts ethniques et des aspirations dominatrices des Canadiens français sur l'autel du bien commun canadien. » Les pressions impérialistes se faisant plus fortes, les Canadiens anglais ne se rallient point à Laurier. Celui-ci tente aux élections de 1911 de s'appuyer sur les États-Unis pour contrebalancer l'influence britannique. Ce faisant, il déplaît à tout le monde, même aux Canadiens français qui craignent d'être assimilés. Incompris des Canadiens anglais, abandonnés par l'Angleterre et obsédés par les États-Unis, les Canadiens français commencent dès lors à se replier sur le Québec. Mais leur rêve américain n'est point mort : c'est le Canada qui est en train de les délaissier, ce n'est pas eux qui délaissent le Canada.

C'est l'époque où l'impérialisme américain se substitue à l'impérialisme anglais. Convaincus que l'Angleterre ne les défendra jamais et que les Canadiens anglais n'accepteront pas l'idée d'un État central « supranational » et respectueux des droits provinciaux, les Canadiens français adoptent une nouvelle stratégie : ils votent en bloc libéral pour écarter les conservateurs

impérialistes du pouvoir et pour paralyser le gouvernement central. Quand, en 1935, un grand nombre de Canadiens anglais impérialistes se rangent dans le camp libéral devenu l'instrument de la domination américaine, les Canadiens français s'enferment dans un régime provincial (Duplessis, 1936-1959) « conservateur et clérical à coloration autonomiste ». L'opposition Québec-Ottawa devient la clé de voûte de la politique canadienne. Duplessis s'appuie sur les Américains dont les investissements sont orientés vers le secteur extractif dont l'exploitation est de juridiction provinciale.

Pendant ce temps, les Canadiens anglais connaissent des problèmes. Depuis le statut de Westminster (1931), ils se sentent orphelins. Le besoin se fait sentir d'un mythe unificateur pour prendre le relai du sentiment impérial et masquer les antagonismes qui se développent entre les élites, qui tirent leur profit de la domination américaine, et les couches populaires. D'où l'apparition du phénomène Diefenbaker, ce messie des Prairies qui propose un nouveau Canada fondé sur la tradition libérale britannique et l'idée d'une nation canadienne, indifférente aux ethnies, qui agit « dans le sens de la dignité nationale et de la dignité personnelle ». Diefenbaker démasque deux antagonismes : celui du Canada et des États-Unis, et celui des Canadiens anglais et des Canadiens français. Diefenbaker choque les Américains par ses velléités d'indépendance économique et blesse les Canadiens français par son désir de susciter une conscience nationale indifférente aux ethnies et à l'autonomie des provinces. Le phénomène Diefenbaker tire son importance du fait qu'il exprime des solidarités canadiennes-anglaises issues d'une prise de conscience de l'impérialisme américain, au sein desquelles il n'y a pas de place pour la « différence francophone ». Pour sauvegarder leur « différence », les Canadiens français opposent, en 1960, à l'image d'un Canada uni et britannique celle « d'un jeune État nord-américain dynamique et laïc, résolu à se mettre à la page sans pour autant renoncer à sa différence francophone ».

Le rêve canadien de Diefenbaker propose deux stratégies politiques : 1) résister aux Américains, ce qui implique une centralisation des pouvoirs et une homogénéisation culturelle; 2) collaborer avec les Américains, ce qui implique une définition des choses essentielles à préserver parmi lesquelles on ne trouve point « la différence francophone ». Pour les Canadiens français, ces deux stratégies ne sont « qu'une alternative entre deux façons de disparaître comme peuple ». Ceux-ci dénoncent donc le système établi en 1867 parce qu'il ne saurait plus jouer en leur faveur : le statut de Westminster et la fin de l'appel au Conseil privé (1952) ne permet plus à l'Angleterre d'arbitrer de l'extérieur les conflits ethniques. Les Canadiens français s'opposent, en 1963, à la stratégie de résistance élaborée par Walter Gordon, de même, en 1965, à celle du *partnership* qui réduit le Canada à n'être qu'une colonie américaine.

Les Canadiens français inventent donc une nouvelle stratégie : Égalité ou Indépendance, c'est-à-dire une refonte du pacte de 1867 ou la création d'un État souverain. En fait, le slogan de Daniel Johnson est une alternative : Canadiens français et Canadiens anglais négocieront ensemble, sur un pied d'égalité, les conditions d'un arrangement avec les États-Unis ou bien les Canadiens français mèneront une négociation séparée. En 1966, le slogan de Johnson est encore une forme de chantage car, au fond d'eux-mêmes, les Canadiens français portent encore leur « rêve américain ». D'où l'intermède Trudeau-Bourassa, cette décennie de la dernière chance pour deux marchands de rêve.

Bourassa et Trudeau s'inspirent d'une même stratégie : faire l'économie de luttes autonomistes coûteuses sur le plan économique. Trudeau ne nie pas, en 1968, l'idée d'une nation canadienne-française, mais l'idée qu'elle doit être souveraine pour s'épanouir. Tirant parti de l'échec de la politique économique de Diefenbaker, il propose un État fédéral « supranational », dont la prospérité reposera sur les investissements américains, et l'identité, sur le multiculturalisme et le bilinguisme. Bourassa, pour sa part, propose un Québec bâti sur un fédéralisme rentable et une autonomie culturelle. Les événements se chargent de ramener les marchands de rêve à la dure réalité. La crise d'octobre 1970 fait la preuve que le gouvernement central est au

service d'une culture et d'un *establishment*. Le rêve canadien de Trudeau est détruit parce que vidé de son principal contenu par les Canadiens français qui se rabattent sur le Québec pour asseoir, non leur autonomie, mais leur souveraineté culturelle. Ceux-ci ne continuent d'adhérer à Trudeau que parce qu'il les protège contre le nationalisme canadien-anglais. Par ailleurs, le gouvernement Nixon porte, lui aussi, un dur coup au rêve canadien de Trudeau en imposant, en août 1971, une surtaxe sur les importations et en amorçant une politique de subventions aux entreprises américaines qui exporteront à l'étranger. Nixon force les Canadiens à prendre conscience qu'un pays ne peut s'en remettre à un État étranger pour assurer sa prospérité économique. Trudeau perd de nombreux appuis au Canada anglais aux élections de 1972. Il ne subsiste que par l'appui du Québec, la mise en veilleuse du bilinguisme et un retour au nationalisme économique.

Le rêve canadien de Trudeau fondé sur une identité multi-culturelle et bilingue n'a plus de sens. Le premier ministre du Québec s'en rend compte qui ne parle plus du Canada qu'en terme de « marché commun » et se fait fort d'obtenir le rapatriement au Québec des pouvoirs liés à la culture (communication, immigration). Trudeau, qui ne cède rien parce que le Canada anglais ne veut rien céder, signe l'arrêt de mort de Bourassa et met un terme aux illusions. Aux élections de 1976, les Canadiens français, qui ont maintenant fait leur deuil de leur « rêve américain », portent le Parti Québécois au pouvoir et ne songent plus qu'au pays à bâtir.

Voilà grossièrement résumée la thèse de l'Auteur. Comme toute thèse, elle simplifie à l'excès. Elle assimile trop facilement les aspirations des élites et celles du peuple; elle minimise le poids du nombre, les oppositions villes-campagnes, le jeu des mouvements économiques; elle escamote des événements marquants qui contredisent en apparence la théorie — je songe aux rébellions de 1837/38, à l'immigration massive des Canadiens français aux États-Unis, etc. Elle comporte aussi des ambiguïtés : pourquoi ne pas dater de Riel « l'acte de sabotage » que fut le ralliement aux libéraux ? La thèse laisse donc un résidu difficilement explicable. Mais elle est fascinante et féconde. Elle exhume un facteur trop négligé dans les explications historiques traditionnelles : les systèmes compensatoires.

Ce long retour sur le passé n'est pas chez l'Auteur un hors-d'œuvre, mais un nécessaire recul pour saisir la coloration particulière du nationalisme québécois qui confère un sens aux agissements en apparence contradictoires des agents politiques. Cette coloration jaillit du sentiment incrusté dans l'âme québécoise que le pays, la langue, la nation ne sont détenus par les citoyens qu'à titre précaire. Située dans ce contexte, la souveraineté n'est pas un absolu, mais qu'un « truc » de rechange pour mieux combattre la précarité « qui sera toujours là, qu'il faudra toujours éloigner comme une bête sauvage qui rôde autour d'un campement ». Ce sentiment de précarité, qui a engendré au cours des ans des stratégies politiques de collaboration et de résistance, rend compte de la méfiance que les Canadiens français entretiennent à l'égard de la souveraineté, de l'esprit calculateur avec lequel ils en soupèsent les avantages et les inconvénients, de la souplesse dont ils font montre à l'égard des États-Unis.

Les quatre derniers chapitres abordent quatre dimensions du projet indépendantiste québécois : la dynamique de l'indépendance, les obstacles internes à l'indépendance, les attitudes possibles des États-Unis, les aspects internationaux du projet. Nous laissons au lecteur le soin de découvrir par lui-même les réflexions qu'inspirent à l'Auteur ces dimensions cruciales du projet québécois.

Ce « portrait de l'assimilateur » demeurera, je crois, un classique, comme l'est le *Canada* d'André Siegfried. Et son moindre mérite ne sera pas d'avoir enseigné aux Québécois que « prétendre devenir sujets et auteurs à part entière sur la scène du monde » suscite des attentes qu'on aurait tort d'ignorer.

Jean HAMELIN

Département d'histoire,  
Université Laval.